ASSEMBLÉE NATIONALE

25 janvier 2007

**MODERNISATION DE LA DIFFUSION AUDIOVISUELLE
ET TÉLÉVISION DU FUTUR - (n° 3460)**

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 33 Rect.

présenté par
M. Hamelin,
rapporteur au nom de la commission des affaires culturelles

ARTICLE 5

Après l'alinéa 24 de cet article, insérer l'alinéa suivant :

« *Article 102-1.* – Un ou plusieurs groupements d'intérêt public peuvent être créés pour la mise en œuvre des mesures propres à permettre l'extinction de la diffusion des services de télévision par voie hertzienne terrestre en mode analogique et la continuité de la réception de ces services par les téléspectateurs dans les départements, régions et territoires d'outre-mer. Ils sont régis par les dispositions de l'article 102, à l'exception de son deuxième alinéa. Ils sont constitués, sans capital, entre l'État et les éditeurs de services de télévision diffusés par voie hertzienne terrestre en mode analogique dans chacun de ces territoires. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le groupement d'intérêt public (GIP) prévu par l'article 102 ne répondra peut-être pas aux spécificités ultra-marines. Il est donc prévu que un ou plusieurs groupements, en fonction des regroupements qu'il pourra apparaître opportun de prévoir (par exemple en Guadeloupe et Martinique) pourront être créés en vue de prendre en compte les spécificités de ces collectivités. Ils seront régis par les dispositions de l'article 102, sauf en ce qui concerne leur composition.